ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 mai 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n○ 17 "modifiant l'arrêté royal n○ 8 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel", a donné le 24 mai 1996 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 mei 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 17 "tot wijziging van koninklijk besluit nr. 8 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens", heeft op 24 mei 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

La demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

> "De vraag om een dringend advies voor dit ontwerp van K.B. is gesteund op het feit dat de bepalingen van het hogervermeld K.B. nr. 8 ten laatste op 31 mei 1996 moeten worden nageleefd door de houders van een reeds op 1 maart 1995 bestaande verwerking.
>
> De toepassing van het K.B. nr. 8 stelt echter enkele praktische moeilijkheden waaraan zo spoedig mogelijk moet worden verholpen".

*

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé doit faire mention de la date de l'arrêté royal n° 8, soit le 7 février 1995.

Préambule.

Alinéa 2.

Il n’est pas requis d’indiquer la date, ni le numéro de l’avis de la Commission de la protection de la vie privée. En conséquence, l’on écrira : "Vu l’avis de la Commission de la protection de la vie privée;".

Alinéa 3 (nouveau).

Il y a lieu d’insérer un alinéa 3 nouveau, rédigé comme suit :

"Vu l’arrêté royal n° 8 du 7 février 1995 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l’article 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l’égard des traitements de données à caractère personnel, notamment les articles 2, 2° et 3°, 3, § 1er, et 4, 1°;".

Alinéa 4 (nouveau).

Le projet omet de viser l’avis de l’inspecteur des Finances.

Un alinéa 4 nouveau doit être inséré avant le visa de l’avis du Conseil d’Etat et rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 2 mai 1996;".

Dispositif.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

La disposition en projet détermine les catégories de données judiciaires qui peuvent être traitées, dans le cadre du suivi des délinquants sexuels par "une association dotée de la personnalité juridique ou par un établissement d'utilité publique" ainsi que les finalités pour lesquelles ce traitement est autorisé. Il est précisé que ce dernier doit au préalable "faire l'objet d'une autorisation spécifique du Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée".

Selon le rapport au Roi, la modification en projet vise "à mettre la formulation en conformité avec le prescrit de l'arrêté royal n° 14 concernant le traitement des données sensibles". Il appert cependant que cet arrêté n'existe actuellement qu'au stade de projet, n'ayant à ce jour pas été publié au Moniteur belge.

Par ailleurs, si, en vertu de l'article 8, § 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, disposition qui selon le rapport au Roi fonde la

modification en projet, le Roi est habilité, par arrêté délibéré en conseil des ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, à prévoir des conditions particulières en ce qui concerne le traitement des données judiciaires, il demeure cependant tenu de respecter les conditions, au demeurant plus strictes, de l'article 8, § 5, de la loi s'agissant d'autoriser un tel traitement par une personne morale de droit privé.

Selon cette disposition, semblable catégorie de maître de fichier ne peut, en effet, procéder au traitement de données judiciaires que moyennant le respect des conditions suivantes :

1° être désignée par un arrêté royal ...;

2° ... délibérés en conseil des ministres ...;

3° ... après avis de la Commission de la protection de la vie privée ...;

4° ... énumérant limitativement les types de données autorisées, les catégories de personnes autorisées à les traiter et leur utilisation;

5° et, enfin, moyennant l'avis préalable donné par écrit à l'intéressé.

En prévoyant des conditions plus souples que celles prévues à l'article 8, § 5, de la loi précitée, le texte en projet méconnaît la disposition légale précitée. En

particulier, l'agrément et le subventionnement par l'autorité compétente ne peut valoir désignation au sens de l'article 8, § 5, précité. De surcroît, l'arrêté en projet méconnaît la garantie essentielle de l'avis préalable donné par écrit à l'intéressé.

Le texte en projet doit être, en conséquence, fondamentalement revu (1).

Paragraphe 2.

La modification en projet a pour objectif, par la suppression à l'article 2, 3°, de l'arrêté royal n° 8 des mots "pour autant qu'ils ne contiennent comme données à caractère personnel relatives aux parties que leurs noms, l'objet de la décision et son contenu ou un résumé ou un sommaire de celle-ci", de permettre le traitement automatisé de décisions de jurisprudence par référence au contenu intégral de celles-ci.

---

(1) Par ailleurs, en ce qui concerne le respect de la vie privée des tiers, le Conseil d'Etat, dans son avis L. 24.886/2 du 11 mars 1996, a rappelé que :

"L'extension indéfinie du nombre de personnes susceptibles d'être concernées par les traitements ayant cet objet, et à leur insu, n'est pas juridiquement admissible. Il convient d'en limiter le champ d'application personnel aux seuls délinquants pris en charge par ces services spécialisés à l'exclusion des tiers".

Dans cette perspective, seules les données ayant trait à l'article 8, § 1er, 1° ("les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives") paraissent pertinentes, s'agissant de "dresser l'état de la jurisprudence d'un système juridique". Les données visées aux 3°, 6°, 9°, 13° et 14° de l'article 8 semblent, en raison de leur contenu limité, plus éloignées de cette finalité.

Interrogé sur le bien-fondé de cette extension, le fonctionnaire délégué n'a pas fourni de justification. Le rapport au Roi doit, en conséquence, justifier cette extension; à défaut de celle-ci, la disposition doit être omise.

Par la généralité de ses termes, l'article 1er, § 2, du projet n'est juridiquement pas admissible. En effet, seules les juridictions concernées peuvent, sur la base de l'article 8, § 1er, de la loi du 8 décembre 1992 précitée dresser un état de la jurisprudence. Pour le surplus, l'article 8, § 5, de la loi est d'application. Or, l'arrêté en projet ne satisfait pas aux diverses prescriptions prévues par ledit paragraphe 5. Les personnes désireuses d'établir un état de la jurisprudence sans satisfaire audit paragraphe 5, doivent prévoir un traitement de données qui échappe au champ d'application défini par l'article 1er, § 5, de la loi et donc dépersonnaliser les données.

Il ne saurait, de surcroît, être envisagé, comme le rapport au Roi semble cependant le faire, de diffuser de telles données sur "des réseaux de télécommunications internationaux", dont l'exemple le plus significatif est à ce jour l'Internet.

Article 2.

A la fin de l'article 2, a), du projet, il faut écrire : "... sont remplacés par les mots : "au préalable et par écrit à la personne concernée"".

Article 3.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Conformément à l'usage, le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering als volgt :

> "De vraag om een dringend advies voor dit ontwerp van K.B. is gesteund op het feit dat de bepalingen van het hogervermeld K.B. nr. 8 ten laatste op 31 mei 1996 moeten worden nageleefd door de houders van een reeds op 1 maart 1995 bestaande verwerking.
>
> De toepassing van het K.B. nr. 8 stelt echter enkele praktische moeilijkheden waaraan zo spoedig mogelijk moet worden verholpen".

*

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

In het opschrift dient de datum van het koninklijk besluit nr. 8, namelijk 7 februari 1995, te worden vermeld.

Aanhef.

Tweede lid.

Noch de datum, noch het nummer van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dienen te worden vermeld. Bijgevolg schrijve men : "Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;".

Derde lid (nieuw).

Er behoort een als volgt gesteld derde lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit nr. 8 van 7 februari 1995 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op de artikelen 2, 2° en 3°, 3, § 1, en 4, 1°;".

Vierde lid (nieuw).

In het ontwerp wordt niet naar het advies van de inspecteur van Financiën verwezen.

Een als volgt gesteld nieuw vierde lid dient vóór de verwijzing naar het advies van de Raad van State te worden ingevoegd :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 2 mei 1996;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1, paragraaf 1.

De ontworpen bepaling legt vast welke categorieën van gerechtelijke gegevens in het raam van de begeleiding van seksuele delinquenten kunnen worden verwerkt door "een vereniging met rechtspersoonlijkheid of door een instelling van openbaar nut" en voor welke doeleinden die verwerking is toegestaan. Er wordt gepreciseerd dat daarvoor vooraf "door de Koning, op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, een specifieke machtiging (moet) worden verleend".

Volgens het verslag aan de Koning strekt de ontworpen wijziging ertoe "de formulering van deze bepaling in overeenstemming te brengen met hetgeen bepaald werd in het koninklijk besluit nr. 14 met betrekking tot de verwerking van gevoelige gegevens". Dat besluit lijkt vandaag echter alleen in het ontwerpstadium te bestaan, aangezien het totnogtoe niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Hoewel de Koning bovendien gemachtigd is om bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bijzondere voorwaarden te stellen betreffende de verwerking van gerechtelijke gegevens, krachtens artikel 8, § 2, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, een bepaling die volgens het verslag aan de Koning de grondslag van de ontworpen wijziging is, blijft de Koning toch gehouden tot naleving van de overigens striktere voorwaarden van artikel 8, § 5, van de wet wanneer het erom gaat zulk een verwerking toe te staan door een privaatrechtelijk rechtspersoon.

Volgens die bepaling mag zulk een categorie van bestandhouder immers alleen dan gerechtelijke gegevens verwerken wanneer voldaan is aan de volgende voorwaarden :

1° ... aangewezen zijn bij koninklijk besluit ...;

2° ... waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd ...;

3° ... na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ...;

4° ... een beperkende opsomming vaststellen van de soorten gegevens die mogen worden opgenomen, van de categorieën van personen die gemachtigd zijn die gegevens te verwerken, alsmede van het gebruik dat zij ervan mogen maken;

5° en, ten slotte, met voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene.

Doordat de ontworpen tekst soepelere voorwaarden bepaalt dan die waarin voorzien is door artikel 8, § 5, van de voormelde wet, wordt aan de voornoemde wetsbepaling voorbijgegaan. In het bijzonder kunnen de erkenning en subsidiëring door de bevoegde overheid niet de waarde hebben van een aanwijzing in de zin van het voormelde artikel 8, § 5. Bovendien gaat het ontworpen besluit voorbij aan de wezenlijke garantie van de voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene.

De ontworpen tekst dient bijgevolg grondig te worden herzien (1).

---

(1) Wat de eerbiediging van het privéleven van derden betreft, heeft de Raad van State in zijn advies L. 24.886/2 van 11 maart 1996 overigens het volgende opgemerkt :

"Het is juridisch onaanvaardbaar het aantal personen op wie de desbetreffende verwerkingen betrekking kunnen hebben, onbepaald en buiten hun medeweten uit te breiden. De werkingssfeer ratione personae van die verwerkingen moet worden beperkt tot de enkele delinquenten wier gegevens, met uitsluiting van die van derden, door die gespecialiseerde diensten worden behandeld".

Artikel 1, Paragraaf 2.

De ontworpen wijziging heeft tot doel om, door in artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit nr. 8 de woorden "voor zover die verwerkingen als persoonsgegevens betreffende de partijen slechts hun naam, het onderwerp van de beslissing en de inhoud, samenvatting of korte inhoud ervan bevatten" te schrappen, de automatische verwerking mogelijk te maken van rechtsprekende beslissingen door verwijzing naar de volledige inhoud ervan.

Uit dat oogpunt lijken alleen de gegevens die betrekking hebben op artikel 8, § 1, 1° ("de geschillen voorgelegd aan de hoven en rechtbanken, alsook aan de administratieve gerechten") ter zake te doen, aangezien het de bedoeling is "een staat op te maken van de rechtspraak in een rechtsstelsel". De gegevens vermeld in de onderdelen 3°, 6°, 9°, 13° en 14° van artikel 8 lijken, wegens hun beperkte inhoud, verder van dat doel af te staan.

De gemachtigde ambtenaar heeft, nadat hem over de gegrondheid van die uitbreiding vragen waren gesteld, geen verantwoording verstrekt. Bijgevolg moet voor die uitbreiding in het verslag aan de Koning een verantwoording staan; aangezien zulks niet het geval is, dient de bepaling te vervallen.

Doordat artikel 1, § 2, van het ontwerp in algemene bewoordingen is gesteld, is het juridisch onaanvaardbaar. Op basis van artikel 8, § 1, van de voormelde wet van 8 december 1992 kunnen immers alleen de betrokken gerechten

een staat van de rechtspraak opmaken. Voor het overige is artikel 8, § 5, van de wet van toepassing. Het ontworpen besluit voldoet echter niet aan de onderscheiden voorwaarden waarin de voormelde paragraaf 5 voorziet. De personen die een staat van de rechtspraak willen opmaken doch niet aan de voormelde paragraaf 5 voldoen, moeten een gegevensverwerking organiseren die valt buiten de werkingssfeer, gedefinieerd door artikel 1, § 5, van de wet, en hun gegevens dan ook onpersoonlijk maken.

Bovendien kan niet worden overwogen, zoals het verslag aan de Koning nochtans lijkt aan te geven, zulke gegevens te verspreiden op "internationale telecommunicatie-netwerken", waarvan het meest sprekende voorbeeld tot op vandaag Internet is.

Artikel 2.

In artikel 2, a) , in fine, van het ontwerp schrijve men :"... vervangen door het woord "vooraf"".

Artikel 3.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. In artikel 4, 1°, van hetzelfde besluit vervallen de woorden "van de betrokken persoon alsook"."

Artikel 4.

Overeenkomstig het gebruik dient dit artikel als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt."

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président,
Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY,

Madame J. GIELISSEN, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw griffier,
voorzitter,
staatsraden,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.

.../...